



## L'oligarchie financière au pouvoir à Beyrouth

### PROCHE-ORIENT

#### Une paix hors de prix

*« Depuis 1948, les Israéliens ont revendiqué avec force la paix. Maintenant nous leur offrons la paix. Qu'est-ce que nous pouvons leur offrir de plus ? Mais la paix ne peut être obtenue au prix de nos territoires<sup>1)</sup>. »* Ainsi le président syrien Hafez El Assad tirait-il les leçons des négociations entre Israël et les pays arabes. Un peu plus d'un an après l'ouverture de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient, le bilan reste maigre, malgré le climat nouveau dans lequel se déroulent les pourparlers depuis la victoire du Parti travailliste de M. Itzhak Rabin. Sur le front syrien, Israël refuse toujours de se retirer de l'ensemble du Golan ; quant à l'avenir des Palestiniens, aucune négociation substantielle n'a encore commencé, alors même que la répression s'est intensifiée en novembre dans les territoires occupés et que la colonisation se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem.

L'émergence d'un nouvel ordre régional paraît bien illusoire, d'autant que la course aux armements a repris et que la situation dans le Golfe reste instable, notamment au Kurdistan, victime des attaques de l'armée turque. Dans ces conditions, la Syrie peut, en collaboration avec l'Arabie saoudite, renforcer sa mainmise sur le Liban. Décidément, nul ne semble prêt à payer le prix de la paix.

**U**N pays à reconstruire presque à partir de zéro, une capitale encore dévastée, un État à réinventer : la tâche qui attend le gouvernement libanais formé au début du mois de novembre et son chef, M. Rafic Hariri, est aussi urgente que redoutable. Plus de deux ans après la fin de la guerre, tout reste à faire, en effet, pour que le Liban retrouve le chemin d'une vie civile normale.

Certes, les deux années qui viennent de s'écouler n'ont pas été entièrement perdues, abstraction faite du Sud, où subsiste un foyer de tension récurrent. Beyrouth a retrouvé un peu de son animation. En quelques mois, elle a accueilli plusieurs congrès arabes. La plupart des

---

<sup>1)</sup> Entretien avec *Time*, 30 novembre 1992.



compagnies aériennes arabes et européennes desservent maintenant l'aéroport, et il n'est plus exceptionnel de rencontrer des Occidentaux de passage. Quant aux Libanais expatriés, ils ont été près de deux cent mille, cet été, à prendre leurs vacances au pays, mais on n'enregistre pas de mouvement massif de retour. Les exilés sont en effet dissuadés de rentrer par trois obstacles majeurs : le scepticisme largement répandu quant à la pacification, les mille et une embûches de la vie quotidienne et, plus que tout, la situation économique déplorable.

Malgré la fin de l'état de guerre, la crise économique, qui s'est déclarée en 1984<sup>1</sup>, persiste avec autant d'acuité, et peut-être davantage. L'inflation atteint 170 %<sup>2</sup>, et l'effondrement de la monnaie nationale, la livre, n'a fait que s'accélérer durant les douze derniers mois. Le cours du dollar, qui s'établissait autour de 800 livres à la fin de 1991<sup>3</sup>, est passé à 1 500 livres en mai puis à 2 500 en août, avec parfois des poussées jusqu'à 3 000 livres. Une nouvelle fois, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat fondre, alors que la « dollarisation » du fait de la chute de la monnaie a continué de toucher l'ensemble des secteurs de la vie économique – sauf les salaires – sans pour autant freiner la spéculation.

Rien de tout cela n'arrête apparemment le nouveau premier ministre. Auréolé de son formidable succès d'homme d'affaires et de la bonne fortune dont il jouit auprès de la famille royale saoudienne, M. Hariri peut s'attaquer au chantier de la reconstruction avec davantage d'aplomb et de moyens que ses prédécesseurs. Loin de le décourager, l'ampleur de la tâche ne fait que le conforter dans sa prétention affichée, non sans morgue, à incarner l'homme providentiel qui réalisera le miracle de la paix. Il est vrai aussi que les difficultés de l'après-guerre sont autant de raisons, pour une population déboussolée et épuisée, de croire en cet ultime sauveur. Du reste, à peine M. Hariri était-il nommé que la sinistrose régnant depuis des mois cédait la place à un sentiment d'espoir quasi magique dont la traduction immédiate fut une remontée de la livre de près de 10 %.

En réalité, ce milliardaire libano-saoudien possède dans la confiance qu'il inspire son principal atout. La confiance de l'homme de la rue, qui sera si précieuse quand commencera, dans quelques semaines, le dégraissage d'une administration pléthorique. Et, surtout, la confiance des acteurs économiques de la relance espérée : d'une part, les pays du Golfe, Arabie saoudite en tête, qui se sont abstenus jusqu'à présent

---

<sup>1</sup>Cf. Albert Dagher, « La grande détresse de l'économie libanaise », *le Monde diplomatique*, janvier 1985, et Georges Corm, « Inquiétudes libanaises », *le Monde diplomatique*, janvier 1992.

<sup>2</sup> *Middle East Economic Digest*, Londres, 6 novembre 1992.

<sup>3</sup> A titre de comparaison, le dollar, qui se négociait autour de 3 livres en 1975, n'a jamais dépassé de beaucoup la barre des 4 livres jusqu'en 1984.



d'honorer les engagements pris à l'égard du Liban en 1989 ; d'autre part, les hommes d'affaires libanais détenteurs de capitaux à l'étranger. Pour donner l'exemple, M. Hariri s'est d'ailleurs entouré au gouvernement d'un certain nombre de ses pairs, aux côtés de « technocrates » et d'une minorité de ministres « politiques », l'ensemble restant cependant sous contrôle syrien.

Le revers de la médaille serait que l'expérience Hariri se transforme en un pouvoir de l'oligarchie financière. Cette crainte, encore minoritaire, est inspirée par le comportement du nouveau chef du gouvernement qui, dès les premiers jours, a donné l'impression de s'installer à demeure pour une longue période. Avant même que le gouvernement soit formé, M. Hariri avait entrepris la rénovation – à ses frais – du siège de la présidence du Conseil, transformé en blockhaus. En outre, bien des signes laissent craindre que le culte du management n'aille au détriment de la reconstruction des institutions et du renouveau de la politique. A vrai dire, le premier ministre aurait bien des raisons de ne pas vouer une grande considération au personnel politique libanais, lui qui en subventionne littéralement une très large partie et pourvoit personnellement aux frais de fonctionnement de la présidence de la République.

Juste retour des choses, les conflits d'intérêts que peut rencontrer le milliardaire premier ministre ont été tus dans le débat public. Pourtant, il y a matière à bien des questions quand on sait que M. Hariri, qui s'est réservé le portefeuille des finances, contrôle un des principaux groupes bancaires du pays et que son entreprise de travaux publics, Oger-Liban, participe de près ou de loin à tous les grands chantiers. Il aurait aussi acquis récemment une participation substantielle dans la société mixte qui chapeaute la télévision publique. Mais on s'inquiète surtout à propos du projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth. M. Hariri est, en effet, l'initiateur et le principal associé de la société foncière qui aura à charge de gérer cette reconstruction, sur la base de plans pharaoniques dressés en l'absence de toute transparence.

Aussi maître qu'il puisse être de l'appareil technocratique et financier, M. Hariri doit toutefois tenir compte de données politiques sur lesquelles il n'a pas prise. La première consiste dans le réflexe de repli qui a porté les dirigeants politiques et spirituels de la communauté maronite à entrer dans une épreuve de force avec la Syrie au sujet des élections législatives organisées en août dernier. Ce repli s'est encore accusé avec le succès du pari syrien, dans la mesure où le boycottage des élections par la grande majorité des chrétiens n'a pas réussi à entamer la légitimité du nouveau Parlement au regard des principales puissances étrangères, et notamment des Etats-Unis. Forte de ce



succès et de la démission de l'opposition, la Syrie a même pu faire l'impasse sur le retrait de son armée de Beyrouth, initialement prévu pour septembre. Du coup, l'idée s'insinue avec vigueur, trois ans après la redistribution des pouvoirs décidée par l'accord de Taëf, que les chrétiens ont définitivement perdu la guerre aussi bien que leur place centrale dans la société politique libanaise<sup>4</sup>. La profonde crise d'identité qui résulte de ce sentiment, et qui touche aux fondements mêmes de l'entité libanaise, a peut-être été mise entre parenthèses depuis l'avènement de M. Hariri, mais elle n'a point disparu. Et ce dernier a beau jouir d'un fort crédit parmi les chrétiens, le comportement de la communauté maronite reste tributaire de l'évolution que la Syrie entend imprimer à ses relations avec le Liban.

Précisément, l'attitude de la Syrie peut être une autre source de problèmes. Car le soutien dont M. Hariri jouit à Damas dépend avant tout des relations entre la Syrie et l'Arabie saoudite. Si ces deux pays sont liés par une alliance tacite depuis près de vingt ans, le Liban reste pour eux un lieu de marchandage où chacun cultive ses intérêts propres. Il en va de même de l'alliance, complémentaire et contradictoire, entre Damas et Téhéran, dont les répercussions se font sentir sur un espace sensible entre tous, le Liban sud, dont l'Iran se sert, par le biais du Hezbollah, pour les besoins de sa politique arabe.

Moins immédiate mais déjà présente chez une minorité d'intellectuels, et sans doute capitale pour l'avenir du Liban, est une interrogation qui porte sur le fondement même du projet de M. Hariri. Le moins que l'on puisse dire, en effet, est que ses implications politiques sont floues. Tout se passe comme si, en l'absence d'un consensus profond sur le devenir du pays, on évacuait toute préoccupation politique au profit d'un modèle économique — d'ailleurs à préciser, — de la même manière que l'idéologue du pacte national de 1943, Michel Chiha, avait placé la fonctionnalité économique au cœur de la « formule libanaise ». La différence est que, cette fois, il revient au camp musulman, représenté par le sunnite qu'est M. Hariri, de proposer un tel consensus par défaut.

Le Liban ne peut plus jouer le même rôle que naguère dans le système régional et sa fonction économique de demain est encore à formuler. En l'absence de débat, certains en viennent à se demander si, derrière les plans disproportionnés que dresse M. Hariri pour le centre-ville, il n'y a pas en réalité l'idée sous-jacente de faire de Beyrouth le lieu où pourrait s'amorcer la normalisation entre les pétromonarchies du Golfe et l'économie israélienne. Depuis que M. Hariri a commencé à intervenir sur la scène publique au Liban, on sait

---

<sup>4</sup> Lire le reportage de Joseph Smaha dans *Al Hayat*, 21 octobre 1992.



*LE MONDE*  
*diplomatique*  
Décembre 1992

en effet combien il est difficile de distinguer entre ses calculs propres et ce qui relève de la volonté de ses protecteurs saoudiens et de leur vision de l'ordre régional.

**Samir Kassir**\*

---

\* Journaliste libanais, auteur avec Farouk Mardam-Bey d'*Itinéraires de Paris à Jérusalem*, les livres de la Revue d'études palestiniennes, Paris, 1992.



<b>Id-Reference</b>	<b>92-Pr-000604</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	L'oligarchie financière au pouvoir à Beyrouth
<b>Subtitle</b>	Proche-Orient Une paix hors de prix
<b>Section</b>	
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	Le Monde Diplomatique
<b>Page</b>	24 - 25
<b>Date</b>	Décembre 1992
<b>Author</b>	Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Hafez.Assad – Itzhak.Rabin – Rafic.Hariri – Michel.Chiha
<b>Locations</b>	Syrie – Israël – Golan – Palestine – Cisjordanie – Sud.Liban – Jérusalem – Golfe – Kurdistan – Arabie.Saoudite – Liban – Beyrouth – Etats.Unis – Damas – Téhéran - Iran
<b>Dates</b>	1948 – 1984 – 1989 - 1943
<b>Themes</b>	Paix – Proche.Orient – négociation – Syrie – Liban – Israël – Hafez.Assad – pays.arabes – conférence.Madrid – Parti.travailliste – Itzhak.Rabin – Golan – Palestiniens – territoires.occupés – Golfe – armée.turque – mainmise.Syrie.Liban – gouvernement.libanais – guerre.civile.libanaise - libanais – après.guerre.libanaise – crise.économique.libanaise – famille.royale.saoudienne – Rafik.Hariri – reconstruction – Arabie.Saoudite – homme.affaires.libanais – expérience.Hariri – Oger.Liban – projet.reconstruction – centre.ville.Beyrouth – communauté.maronite – dirigeants.politiques.libanais – élections.législatives – Parlement.boycottage.élections.chrétiens – opposition – armée.syrienne – retrait.armée.syrienne – accord.Taëf – chrétiens – Liban.Syrie.relations – Syrie.Arabie.Saoudite.relations – Hezbollah – communauté.sunnite
<b>Subject</b>	Rafic Hariri et le projet de la reconstruction (après-guerre). L'émergence d'un nouvel ordre régional paraît bien illusoire, d'autant que la course aux armements a repris et que la situation dans le Golfe reste instable. Dans ces conditions, la Syrie peut en collaboration avec l'Arabie Saoudite, renforcer sa mainmise sur le Liban. Décidément, nul ne semble prêt à payer le prix de la paix.